

ront volontairement leurs profits pour combattre l'inflation. Le ministre des Finances et le gouvernement semblent le croire lorsqu'ils demandent aux secteurs privés de s'imposer ces restrictions. Ici encore, ils s'illusionnent. Ils trompent de nouveau le public en lui faisant croire que c'est ainsi qu'on triomphe de l'inflation. Ils se hâtent d'adopter des lois impératives et de promulguer des décrets du conseil visant le secteur public; mais ils invitent timidement le secteur privé à limiter volontairement ses activités. Même si le gouvernement durait 1,000 ans, il ne verrait jamais poindre cette aurore. Ce sont là les causes de l'inflation. Ce ne sont pas les strates grandes ou moyennes auxquelles cette surtaxe de 3 p. 100 est demandée qui sont responsables de l'inflation. Elles en sont plutôt les victimes. Si le ministre doit percevoir une surtaxe je lui recommande de la demander aux banques, aux institutions financières et aux sociétés qui touchent des bénéfices de plus en plus élevés en un temps comme celui-ci. Une telle situation n'est pas excusable. Ce n'est pas faire preuve de civisme. C'est une trahison.

Ces sociétés verront à hausser leurs prix pour pouvoir absorber toutes les augmentations d'impôts décidées par le gouvernement. Si le gouvernement actuel veut vraiment combattre l'inflation, il devra restreindre les hausses de profits des sociétés. Le gouvernement pourrait même songer à faire appel à l'ancienne loi sur les excédents de profits qui était en vigueur pendant la Deuxième guerre mondiale. Je pense qu'on n'en a pas tiré très bien parti, mais c'était un instrument valable. A moins qu'une initiative de ce genre ne soit prise, l'inflation va continuer. Je ne suis pas économiste. Mes connaissances en économie sont limitées, mais je connais ces simples données dont j'ai parlé. Je réussis à me faire entrer cela dans la tête. Ce qui m'inquiète, c'est la crise actuelle. Certains parlent de récession. La seule différence entre l'une et l'autre, c'est qu'il y a récession si vous chômez, et crise si je chôme. Qu'il s'agisse de récession ou de crise, la chose existe dans plusieurs secteurs de notre économie, alors même que l'inflation sévit. J'ai toujours cru que les deux s'excluaient. Mais non, notre gouvernement libéral a réussi à préparer un mélange de l'une et de l'autre. Bien sûr, nous pouvions compter sur un gouvernement libéral pour y arriver.

Lorsque l'extension de la surtaxe a été annoncée le gouvernement nous a peint en rose ce qui allait se passer. Comme le hansard du 3 juin en fait mention à la page 9414 le ministre des Finances déclarait alors:

Quant à l'état de l'économie, un des points saillants les plus importants décrits dans les documents budgétaires est la reprise de l'activité vers la fin

[M. Benjamin.]

de 1968 et l'avance marquée enregistrée cette année. Tous les éléments de la demande—dépenses des consommateurs, mises de fonds, exportations et dépenses publiques totales—ont contribué à cette accélération. La production réelle a beaucoup augmenté et le chômage qui a atteint un sommet de 5 p. 100 au milieu de l'année dernière a baissé depuis.

Ce serait une excellente satire humoristique pour le caucus de Noël du Nouveau Parti démocratique de ce soir. C'est vraiment amusant. Mais c'est loin de l'être cependant pour les gens qui s'y sont laissés prendre. Je continue un peu plus loin:

Il s'est également produit plusieurs changements importants dans notre commerce, dans notre balance des paiements internationaux et dans nos réserves de devises étrangères, surtout relativement aux arrangements conclus avec les États-Unis. Comme ils ont été décrits dans les documents budgétaires, je ne les reprendrai pas ce soir.

Si on envisage maintenant le reste de l'année courante, on peut s'attendre à un rythme de croissance plus prononcé qu'en 1968 et beaucoup plus prononcé qu'on ne l'avait prévu en octobre dernier.

Il est permis d'en rire encore.

L'emploi ayant augmenté d'environ 4 p. 100 et la production réelle de plus de 5 p. 100, si les prix connaissent une hausse comparable à celle de l'année dernière,

il faut bien rire une fois de plus.

... le produit national brut pourrait s'accroître de 9 p. 100.

Le 3 juin le ministre nous peignait la vie en rose. Elle n'est plus rose. Il veut maintenant prolonger sa surtaxe de 3 p. 100. Il y a un autre petit article dans le *Telegram* de Toronto d'aujourd'hui dont le titre est «Seule la production canadienne diminue». Je cite:

Le Canada est le seul des 12 premiers pays industriels du monde occidental à accuser un déclin de sa production industrielle cette année.

M. Saltsman: Avec le Portugal.

M. Benjamin: Oui, mais le Portugal fait partie de l'OTAN; c'est un de nos amis. N'est-il pas étrange d'avoir une baisse de production au moment où les impôts et les bénéfices des banques augmentent? Que se passe-t-il? J'ai reconnu mon ignorance en matière d'économie et de fiscalité. J'aimerais que le secrétaire parlementaire ou le ministre élucident la question en termes simples pour moi-même et mes amis d'en face, car je suis certain qu'ils ne comprennent pas plus que moi ce genre de chose.

Le bill prévoyant une surtaxe est injuste et inéquitable. Il accable d'impôts les victimes de l'inflation et est trop indulgent pour ceux qui en sont responsables. C'est une mesure rétrograde typique d'un gouvernement libéral. Personnellement, et c'est le cas je le sais de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre,